Document generated on 10/11/2024 11:44 p.m.

Sociologie et sociétés

Mobilité sociale : l'alternative
Social Mobility: the Alternative

Daniel BERTAUX

Volume 25, Number 2, Fall 1993

La construction des données

URI: https://id.erudit.org/iderudit/001057ar
DOI: https://doi.org/10.7202/001057ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)
1492-1375 (digital)

Explore this journal

Cite this article

BERTAUX, D. (1993). Mobilité sociale : l'alternative. *Sociologie et sociétés*, *25*(2), 211–222. https://doi.org/10.7202/001057ar

Article abstract

The field of social mobility studies has long been under the hegemony of one and only one technique of empirical observation, i.e. the survey research. This technique having its own blind spots, as any technique does, its total domination has resulted in the disappearance, not only from collected data but soon from sociological thinking as well, of a huge number of relevant phenomena. It thus became necessary to develop other techniques giving access to these phenomena. One is proposed here, namely the method of Social Genealogies Commented and Compared. It aims at combining on one hand the flexibility of the observation grid, thus making it possible to register the particularities of such phenomena as the varying processes through which life trajectories are shaped, the differing modalities of passing on from one generation to the next some elements of social status, the local rules of the games of generalized social competition ; and on the other hand, it aims to keep on recording factual data which can be coded and thus computer processed. Coming back to the issue of statistical respresentativity, it is demonstrated that it actually rests upon a hidden assumption, which is that national societies are homogeneous as a result of modernization. If this assumption was taken for granted during the Cold War, it is now being questioned by the emerging crisis of nation states. Hence geopolitical forces, which had previously aided in the hegemony of the survey research over the field of social mobility, are now moving in the other direction and add their specific strength to the inner dynamics of sociology : both work in their own way towards the opening of new methodological alternatives to the construction and study of the object " social mobility ".

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

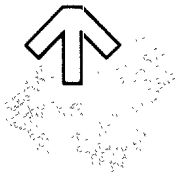
This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Sociologie et sociétés, vol. XXV, nº 2, automne 1993

Mobilité sociale : l'alternative



DANIEL BERTAUX

L'HÉGÉMONIE D'UNE MÉTHODE SUR UN CHAMP : UNE BRÈVE HISTOIRE CRITIQUE

Peu de champs de la sociologie empirique offrent, du point de vue de la construction de l'objet, un exemple aussi pur que celui des recherches sur la « mobilité sociale ». Dans ce champ, en effet, la rencontre au début des années 50 de préoccupations sociopolitiques liées à la guerre froide et d'une innovation méthodologique, l'enquête par questionnaires sur échantillon représentatif (le *survey*) a engendré une sorte de paradigme dur, qui s'est rapidement imposé — ou a été imposé — comme l'unique façon d'étudier « objectivement » les phénomènes sociaux envisagés.

Régnant en maître absolu sur ce champ, ce paradigme empêcha le développement de toute alternative et, par là-même, de tout élargissement de la réflexion sociologique. Celle-ci au contraire s'est progressivement rétrécie et (auto)limitée aux seuls phénomènes que la technique-reine permettait d'observer et de mesurer ; les autres basculèrent hors du champ de vision des spécialistes.

Une brève histoire du champ n'est pas inutile pour comprendre comment un tel rétrécissement a pu se produire. Après la Deuxième Guerre mondiale, le monde s'est divisé en deux blocs qui se sont engagés dans une intense guerre idéologique. Dans ce contexte, lancer de grandes études de mobilité sociale signifiait, pour les démocraties occidentales, démontrer que des sociétés structurées par des rapports de classe n'évoluaient pas systématiquement vers la lutte de classes et la révolution sociale : des systèmes d'éducation ouverts, le développement des classes moyennes, une certaine perméabilité des barrières sociales permettaient le renouvellement partiel des « classes supérieures » ou, dans tous les cas, l'ascension sociale d'une partie des enfants nés dans les classes laborieuses, la paysannerie ou la classe ouvrière. En finançant ces enquêtes, les gouvernements occidentaux montraient également qu'ils n'en craignaient pas les résultats. En France, le sociologue pressenti, Charles Bettelheim, prit ses distances et déclina l'offre. Mais dans d'autres pays de l'Europe du Nord, des sociologues progressistes — mais non marxistes, à la différence de Bettelheim — l'acceptèrent avec enthousiasme : ils entendaient démontrer pour leur part que les structures de classe de leur société engendraient

des inégalités des chances encore beaucoup trop fortes. (Glass 1954, Carlsson 1958, Svalastoga 1959).

Aux États-Unis, Bendix et Lipset se donnèrent d'abord les gants de soutenir que la société américaine n'était pas, contrairement aux apparences, plus ouverte que les sociétés européennes (Lipset et Bendix 1959). Mais leurs données étaient de qualité douteuse (Bertaux 1971). Bientôt d'autres sociologues américains, rejetant l'approche européenne qui construisait l'objet « mobilité sociale » à partir du concept de structure de classe, développèrent une approche nouvelle, fondée sur le concept de stratification sociale (opérationalisé par des échelles de prestige relatif des professions) et étudièrent la mobilité sociale comme processus de formation des trajectoires individuelles dans une société de marché ouverte et sans barrières de classe, où chaque individu avait une chance de « gravir l'échelle sociale » (Blau et Duncan 1977).

Au cours des années 70 et 80, le champ fut le témoin de quelques beaux débats, notamment entre tenants de l'approche structuraliste selon laquelle l'essentiel des flux de mobilité peut s'expliquer par la transformation des structures socioprofessionnelles sous l'effet du changement sociétal (Bertaux 1969, 1971 ; Boudon 1973 ; Andorka 1976 ; Goldthorpe *et al.* 1980 ; Thélot 1982) ; et les fervents de l'approche individualiste, pour qui l'objet des enquêtes était de parvenir à mesurer avec exactitude les relations d'influence entre diverses *variables*, telles l'origine sociale, le niveau d'éducation, le premier emploi, sur la variable « prestige de la profession occupée à l'âge adulte » (Broom et Jones 1969 ; Hauser et Featherman 1977 ; Broom *et al* 1977). Il y eut quelques renversements de perspective intéressants lorsque, par exemple, les sociologues américains, habitués à l'idée d'une société ouverte et en expansion continue, et donc étrangers à l'idée même de « contrainte par les structures », redécouvrirent l'idée de mobilité structurelle (Hauser 1978) ; tandis que des sociologues allemands, auxquels la vision d'une société hiérarchisée était familière, s'aperçurent qu'une croissance économique rapide et partiellement redistribuée offrait de nombreuses possibilités aux enfants des classes laborieuses (Mayer 1979). Il y eut des modes méthodologiques : on passa de l'analyse des tables de mobilité à l'analyse de dépendance, puis à l'analyse log-linéaire, enfin à la construction de modèles. Chacune de ces méthodes d'analyse donna lieu à une averse d'articles sans aucun contenu sociologique, que les plus grandes revues américaines se firent un plaisir de publier. L'analyse des données par la modélisation sembla un temps la panacée universelle ; elle consiste à proposer *a priori* des hypothèses sur les relations entre profession du père et profession du fils, et à en tirer un modèle qui prédirait le plus exactement possible la distribution empiriquement observée, c'est-à-dire l'intensité des flux origine / profession d'une génération à l'autre. Mais comme les écarts entre les prédictions et les observations étaient réinjectés sous forme de modification des paramètres du modèle afin d'obtenir une meilleur ajustement, on en arriva ainsi à une variété de modèles, c'est-à-dire d'hypothèses de départ, contradictoires entre elles, mais qui réussissaient également bien à « prédire » les observations empiriques.

L'étape suivante fut celle des comparaisons internationales. John Goldthorpe, Robert Erikson et d'autres chercheurs réussirent le tour de force de recoder les enquêtes statistiques de mobilité sociale d'une dizaine de pays européens de façon à les rendre comparables. Pour cela ils construisirent un système unique de catégories socioprofessionnelles, à sept grandes catégories ; ils définirent les équivalences entre les catégories des enquêtes nationales et leurs propres catégories, et recodèrent les données originales dans leur nouveau système.

Les tables nationales de mobilité père / fils, ainsi recalculées dans le même système de catégories, devenaient enfin comparables. Elles différaient certes d'un pays à l'autre, mais leurs marges différaient aussi : la France, la Pologne,la Hongrie comptaient nettement plus d'origines paysannes que l'Angleterre, par exemple. Ce que cherchaient cependant Goldthorpe et Erikson, c'est à mettre en évidence, derrière ces variations d'origine historique, une constante transnationale propre aux sociétés industrielles. L'hypothèse sous-jacente était qu'au-delà des différences historiques entre nations l'industrialisation et

l'urbanisation engendrent *les mêmes flux humains* relatifs de passage d'une grande catégorie socio-professionnelle à une autre.

Goldthorpe et Erikson travaillèrent dix années sur cette hypothèse. Leur méthode consista à construire un modèle prédictif à l'aide de techniques log-linéaires et d'une approche par approximations successives. La règle du jeu était que les hypothèses de base du modèle, qui concernaient par exemple les distances relatives entre une catégorie et une autre (c'est-à-dire les chances relatives, pour un garçon né dans une catégorie donnée, soit de rester dans cette catégorie, soit d'accéder au cours de sa vie à une autre catégorie donnée, relativement aux chances des garçons nés dans d'autres catégories), ou l'hérédité particulière à certaines catégories, ne devaient souffrir aucune exception pour un pays ou un autre : la variable « pays » ne devait pas entrer explicitement dans la définition des paramètres du modèle (bien entendu, les tables de mobilité nationales, par leurs écarts par rapport aux premières versions du modèle, exigeaient des réajustements des hypothèses initiales). Le résultat de ces dix années de travail fut un ouvrage majeur, *The Constant Flux*, où est proposé un modèle constitué par des distances relatives entre catégories sociales, modèle qui, appliqué aux structures socioprofessionnelles de neuf pays européens, « prédit » d'assez près leurs tables de mobilité intergénérationnelle ; l'intérêt du modèle étant finalement non pas tant dans l'exactitude de prédictions rétrospectives (nous avons quelques doutes sur l'exactitude des données empiriques elles-mêmes) que dans les hypothèses de base du modèle : celles-ci se prêtent en effet, pour une fois, à des interprétations sociologiques (Erikson et Goldthorpe 1992).

L'ouvrage a été salué comme le couronnement de quatre décennies de recherches, ce qu'il est en effet. Pourtant il n'est basé que sur les interactions entre deux variables seulement, l'origine sociale (mesurée par la profession du père) et la position professionnelle à l'âge adulte, pour la seule population masculine. Mais la légitimité de l'exercice tient au caractère extensif de la base empirique : neuf échantillons représentatifs nationaux, plus de cent mille individus observés.

Qu'un excellent sociologue, John Goldthorpe, que rien ne prédisposait particulièrement aux enquêtes quantitatives, ait pu passer dix ans à étudier les relations statistiques entre deux variables montre assez l'extraordinaire prégnance du paradigme dans le champ de la mobilité sociale. Tous les débats précités, toutes les querelles sur les différentes hypothèses que les données statistiques étaient censées « vérifier » se sont déroulés au sein d'un consensus de fer : à savoir que la seule et unique façon d'étudier scientifiquement la « mobilité sociale » consistait à analyser les associations statistiques entre variables mesurées sur des échantillons représentatifs nationaux.

Pourtant ce mode d'observation si particulier imposait des contraintes très fortes : il excluait de son champ de vision, par sa construction même (Bertaux 1987), les femmes, les populations immigrées de fraîche date, la saisie des trajectoires de *self-made-men* et des trajectoires dans les secteurs informels ; les enquêtes faisaient généralement l'impasse sur des variables sociologiquement très importantes, mais statistiquement concentrées sur des minorités, ainsi le patrimoine et sa transmission d'une génération à l'autre (voir cependant Bernard et Renaud 1976), ou encore sur tous les éléments de status extérieurs à la profession ; il présupposait enfin, de façon implicite, *l'homogénéité nationale* et ignorait volontairement les diversités régionales. Il était inévitable qu'à terme la réduction des observations empiriques au champ de vision étroit d'une technique parfaitement standardisée entraîne une réduction correspondante des phénomènes conçus par l'analyse et une pauvreté résultante du langage sociologique, que ne pouvait dissimuler éternellement l'hypertrophie du discours méthodologique.

Nous sommes de ceux qui, après avoir travaillé au sein de ce paradigme (Bertaux 1969, 1971, 1974), ont senti la nécessité de prendre à son égard une distance critique (Bertaux 1976, 1977) : il nous semblait que l'importance centrale du phénomène de remplacement des générations au sein de la structure sociale méritait une réflexion d'une autre ampleur. Le risque, cependant, était de théoriser dans le vide et de reproduire le clivage entre « des idées sans faits et des faits sans idées ». La nécessité s'imposait donc

d'accompagner une relance de la réflexion sociologique d'un renouveau des méthodes d'observation, bref, de tenter de développer une alternative au mode de construction paradigmatique de l'objet mobilité sociale.

Fallait-il pour ce faire se tourner vers les techniques d'observation de type ethnographique, telles que les histoires de vie ? Elles s'avéraient certes adéquates pour saisir des dynamiques microsociales sous-jacentes à la formation des trajectoires de vie ; mais pouvait-on imaginer de les combiner avec un plan d'observation qui réponde à la sempiternelle question de la représentativité (statistique) ? Comment faire pour recueillir et surtout analyser deux mille récits de vie, à supposer même — hypothèse invraisemblable — que l'on puisse disposer de budgets équivalents à ceux consacrés aux enquêtes statistiques ?

C'est sur cette question que nous avons travaillé pendant les dix dernières années. Nous pensons avoir dégagé maintenant une orientation qui dépasse le clivage en apparence irréductible entre approche quantitative et approches non quantitatives ; une orientation *hybride*, certes complexe, mais dont la complexité répond à celle des phénomènes eux-mêmes. C'est cette alternative émergente à la construction de l'objet que nous allons évoquer maintenant, avant de revenir pour terminer à la question de la représentativité.

LA MÉTHODE DES GÉNÉALOGIES SOCIALES COMMENTÉES ET COMPARÉES

C'est au Québec, au début des années 80, que j'ai eu pour la première fois l'occasion d'expérimenter une approche différente à l'étude des phénomènes de « mobilité sociale ». Enseignant pour un semestre à l'Université Laval, je demandai en effet à mes étudiants de seconde année — ils étaient une quarantaine — de reconstituer la généalogie sociale d'une famille particulière, soit la leur, soit une autre, s'ils le préféraient. La règle du jeu était simple : on part d'un jeune homme ou d'une jeune fille, désigné par le terme EGO et constituant le point d'entrée dans un réseau de parenté. On remonte à ses parents, puis à ses deux couples de grands-parents ; et on redescend en incluant tous les descendants de ces deux derniers couples, et leurs conjoints. La définition de la « famille », c'est-à-dire de la fenêtre d'observation ouverte sur le réseau de parenté, incluait donc les oncles et tantes d'EGO, leurs conjoints, ainsi que leurs enfants, cousins germains d'EGO.

Pour chacune des personnes incluses dans la fenêtre, il s'agissait d'abord de retrouver les *données biographiques de base :* sexe, année de naissance, lieu de naissance, niveau d'éducation, trajectoire professionnnelle, trajectoire migratoire. Mais je demandai aussi qu'on me raconte l'histoire d'une des branches de la « famille » ; qu'on m'en fasse une description centrée sur les efforts des parents pour élever et placer leurs enfants ; sur leurs stratégies de transmission, notamment, sur leurs succès et sur leurs échecs.

Les travaux des étudiants dépassèrent tout ce que j'avais pu imaginer. Je reçus non seulement quarante textes, mais aussi quarante graphes généalogiques dont certains faisaient un bon mètre de largeur. C'est que les grands-parents de mes étudiants, nés au début du siècle, avaient eu de nombreux enfants : entre sept et huit en moyenne. Les graphes révélaient donc les trajectoires sociales de trente à soixante personnes réparties sur trois générations. J'avais cru mettre en œuvre une approche *qualitative ;* et je me retrouvais avec un corpus de plus d'un millier de trajectoires de vies...

Je refis l'expérience deux ans plus tard dans le même département, cette fois avec soixante étudiants, et des résultats très similaires. Le plus frappant était de constater, à l'examen de chaque graphe généalogique sur lequel les professions avaient été reportées, la présence et les effets des mêmes grands processus de changement sociétal, spécifiés cependant par les caractéristiques particulières des générations ascendantes. Les grands-parents étaient pourtant, dans leur très grande majorité, des agriculteurs répartis dans toute la moitié est du Québec et vivant pour l'essentiel en régime d'autosubsistance. On voyait sur les graphes que leurs nombreux enfants avaient massivement quitté le village et migré vers les villes, y compris vers les villes américaines. Beaucoup étaient d'abord devenus ouvriers, mais, parmi eux, nombreux étaient ceux qui étaient sortis par la suite de leur condition ouvrière. D'autres, qui possédaient un minimum d'éducation secondaire,

grâce aux sacrifices de leurs parents et de leurs aînés (ce que confirmaient les descriptions discursives), avaient pu et su participer à la formidable ascension collective de la Révolution tranquille. À la troisième génération, les cousins étaient donc éparpillés dans toute la structure sociale : les uns, jeunes industriels, jeunes cadres ou futurs hauts fonctionnaires, les autres, ouvriers sans qualification ou déjà en chômage, et le plus grand nombre, garçons et filles, engagés dans la nébuleuse extraordinairement variée des professions urbaines. La transformation profonde et générale du *statut des femmes*, leur migration en masse de la sphère de la reproduction à celle du travail salarié se lisait en clair sur chaque généalogie sociale : forte baisse de la natalité d'une génération à l'autre, élévation (différenciée mais générale) des niveaux d'éducation, entrée massive dans la sphère des activités professionnelles rémunérées, remise en question du mariage à vie, fort développement de l'autonomie personnelle.

Sur le fond général de ce grand mouvement collectif de transformation sociétale, le plus intéressant était peut-être cependant de pouvoir observer les processus de *différenciation sociale* de trajectoires de familles toutes initialement originaires d'un même milieu rural. Les résultats objectifs de ces processus de différenciation apparaissaient en clair dans une lecture verticale des généalogies, en suivant les lignées; et, surtout, dans la *comparaison* entre généalogies. Mais c'étaient les descriptions fournies par les étudiants qui donnaient les clés permettant de comprendre comment ces différenciations s'étaient opérées : ici jouaient à plein non seulement des circonstances particulières — développement d'une région, d'une usine, d'une ville moyenne, rencontres fortuites — mais surtout des *facteurs subjectifs :* ainsi la force de caractère d'une mère (« grand mère » sur notre graphe), l'intelligence d'une sœur aînée, l'esprit d'aventure et l'ambition d'un jeune homme sachant saisir, malgré la minceur de son bagage éducatif, l'occasion d'entrer dans un secteur porteur de développement rapide.

C'était près de soixante années d'histoire sociale de la moitié est du Québec qui se reflétaient ainsi dans cette centaine de généalogies sociales; et il me sembla alors — c'était peut-être une illusion — qu'en doublant ou en quadruplant le corpus on aurait atteint un premier palier de *saturation*, qui aurait alors permis d'affirmer son caractère représentatif. J'avais comparé la distribution des professions des pères de mes étudiant(e)s à celles des hommes de même âge telle que donnée par les recensements : elles ne différaient pas de beaucoup, j'avais même un peu plus de pères ouvriers que dans la population totale (Bertaux 1982). Le résultat aurait été différent dans un pays européen, où l'origine « classe moyenne » aurait été massive; cependant on peut toujours redresser un échantillon quand on en connaît avec précision les distorsions; et si l'on s'aperçoit que certaines catégories en sont totalement absentes, on peut toujours le compléter par des enquêtes spécifiques (Andorka 1990). Contrairement aux apparences, donc, la non-représentativité de l'échantillon constitué par des EGO étudiants ne constituait pas un handicap rédhibitoire (Bertaux 1992). Cependant, l'approche posait des problèmes redoutables d'analyse des données.

La quantité des données biographiques de base impliquait en effet un traitement par le calcul; mais comment faire pour ne pas perdre en route la richesse des informations factuelles recueillies? Celles-ci montraient, par exemple, la fréquence élevée des transmissions de métiers *en oblique*, destinées professionnelles inspirées par un oncle, une tante, un aîné, un conjoint. D'autre part, les descriptions discursives fournies par les étudiants, et parfois complétées à la suite de mes demandes d'informations supplémentaires, faisaient progresser la connaissance *objective* des processus de transmission et de différenciation; il fallait trouver le moyen d'intégrer ces informations prétendument « subjectives » dans le traitement informatique. Enfin, et surtout, ces descriptions fourmillaient d'indices permettant de commencer à développer un corps de notions et d'hypothèses, bref, un langage sociologique qui prenne en compte l'articulation des phénomènes dits microsociaux — microcultures et microclimats familiaux, valeurs, stratégies, projets, interdits — et des grands processus sociétaux de changement. Ceux-ci, quant à eux, changeaient de statut épistémologique : alors que les statistiques les donnaient à percevoir

comme des phénomènes irrésistibles, ils apparaissaient, vus de l'intérieur des familles, comme résultant en bonne part de l'agrégation de conduites inspirées par des désirs d'amélioration des modes de vie. La chute de la natalité, la ruée vers l'éducation, les migrations, constituent autant d'exemples de ce renversement de perspective (sur l'évolution des valeurs à l'égard de la procréation, voir l'étude très éclairante de Gilles Houle et de Roch Hurtubise, qui porte sur un corpus de documents ; Houle 1991).

Il fallait donc développer des méthodes d'analyse appropriés à la richesse des informations recueillies et à leur caractère hybride. C'est à cela que j'ai travaillé ces dernières années ; et je suis en mesure d'affirmer, aujourd'hui, que les problèmes posés ne sont pas insolubles. Cette affirmation repose sur toute une série d'expériences nouvelles que je ne peux décrire ici. J'indiquerai seulement que la méthode mise en œuvre à l'Université Laval a été reprise par des collègues européens qui l'ont testée avec succès dans leurs propres universités (voir, notamment, Andorka 1990), et par moi-même à l'Université de Paris VII. D'autre part des projets de recherche, se fondant cette fois sur le recueil des généalogies sociales par des équipes de chercheurs, ont été entrepris dans divers pays : France (Bertaux et Bertaux-Wiame 1988, Bertaux-Wiame 1988), Angleterre (sur un échantillon statistiquement représentatif de cent familles, voir Thompson 1990) ; et, depuis 1991, Russie (Bertaux 1994). La méthode d'observation a été affinée ; la « fenêtre d'observation » a été redéfinie de façon à inclure plus de personnes sur les niveaux générationnels les plus anciens, afin que chaque généalogie sociale soit construite comme une sorte de petit miroir reflétant, sur l'espace de quatre ou cinq générations, les grandes transformations sociétales telles que spécifiées dans des contextes particuliers (en interviewant les « grands-parents » encore vivants on obtient des informations sur les deux générations qui les ont précédées). Le guide d'entretien a été affiné ; tout en restant orienté vers la saisie des processus de transmission à l'intérieur des familles et des lignées, il s'efforce également de faire décrire les contextes d'action au sein desquels les trajectoires de vie ont pris forme et de restituer ainsi les « règles du jeu » propres à ces divers contextes. L'expérience a montré que les entretiens recueillis nécessitent une analyse herméneutique approfondie si l'on veut qu'émergent les multiples niveaux de signification qui y sont contenus de manière implicite (pour des exemples d'analyse herméneutique, Houle 1976, voir Bertaux et Bertaux-Wiame 1988). Les éléments de théorisation sociologique fournis par l'analyse herméneutique cas par cas peuvent ensuite être intégrés progressivement grâce à la comparaison des études de cas. La question de l'analyse informatique des données factuelles n'est pas encore résolue ; mais des progrès dans ce sens sont en cours, aussi bien dans mes propres recherches que dans le cadre d'autres projets de recherche fondés sur des enquêtes par questionnaires standardisés, mais recueillant des données factuelles de type généalogie sociale (enquête réalisée par Hervé Le Bras et Catherine Bonvallet à l'I.N.E.D., Paris).

Ce qui est commun à tous ces projets, c'est la recherche d'un passage du complexe au simple, contrairement au paradigme classique qui commençait par simplifier les observations et cherchait ensuite, en vain selon nous, à reconstruire la complexité des processus étudiés : ici les observations restituent, au moins en partie, l'imbrication complexe de nombreux processus indépendants les uns des autres ; et c'est seulement par des efforts de théorisation inductive, du type *grounded theory* (Glaser et Strauss 1967) que l'on peut espérer parvenir à des synthèses partielles. Les données statistiques permettaient de faire l'économie d'une réflexion sociologique, ainsi qu'en témoignent de nombreux articles, et même des ouvrages entiers ; l'approche inductive oblige, au contraire, pour dépasser le foisonnement des observations, à mobiliser l'imagination sociologique.

Il est certes encore trop tôt pour affirmer que la méthode des généalogies sociales commentées et comparées constitue une alternative achevée au paradigme du *survey research*. Celui-ci est d'ailleurs en train d'évoluer de son côté, notamment par l'utilisation de questionnaires biographiques (évidemment standardisés) qui permettent de saisir longitudinalement les trajectoires professionnelles, familiales, et migratoires, d'un échantillon représentatif national d'individus (Courgeau et Lelièvre 1990, Mayer 1991 pour une

comparaison des données obtenues soit par questionnaire « biographique » standardisé, soit par entretien auprès des mêmes personnes, voir Battagliola *et al.* 1991). Là non plus, cependant, les questions posées par l'analyse informatique de données longitudinales n'ont pas été résolues (voir cependant Blossfeld, Hamerle et Mayer 1989). Mais le phénomène le plus intéressant est peut-être le début de remise en question de certains postulats fondamentaux du paradigme dominant sous l'effet, non pas de critiques épistémologiques — auxquelles il s'est montré résolument imperméable — mais des transformations géopolitiques du monde contemporain. Ce dernier point mérite un bref examen.

LA CRISE ÉMERGENTE DU CONCEPT DE REPRÉSENTATIVITÉ STATISTIQUE

Le noyau dur de la légitimité du paradigme dominant réside à l'évidence dans le concept de « représentativité statistique à l'échelle nationale ». Le raisonnement implicite est le suivant : « Contrairement à l'anthropologie sociale ou à l'histoire, qui peuvent se contenter d'observations locales, la sociologie empirique, si elle veut servir le projet scientifique de la discipline, se doit de décrire les phénomènes sociaux à l'échelle de la société tout entière ; il faut donc bien que les observations portent sur des échantillons *représentatifs*, faute de quoi on ne saurait *généraliser* les résultats de l'analyse des données d'enquête à toute la société. »

Érigé à la hauteur d'un credo fondamental, ce raisonnement a eu une influence considérable sur l'orientation prise par la sociologie empirique au cours des quarante dernières années : elle est devenue pour l'essentiel quantitative, et les autres approches ont été marginalisées. Dans le meilleur des cas, une petite place leur était laissée lors des préenquêtes exploratoires précédant la rédaction du questionnaire. Mais leur rôle s'arrêtait là, et les efforts de Glaser et Strauss, pour ne citer qu'eux, en vue de développer un *paradigme inductif* qui constituerait une alternative au paradigme déductif du *survey research*, sont longtemps restés sans écho ; le raisonnement précité paraissait en effet incontournable.

On voit mieux aujourd'hui pourquoi il emportait la conviction. C'est qu'il reprenait à son compte les présupposés sociopolitiques de l'époque, ceux d'un monde divisé en États-nations se reconnaissant mutuellement comme entités politiques au sein de l'Organisation des Nations Unies ; ceux également d'États-nations occidentaux persuadés, États-Unis en tête, que l'économie de marché et les institutions politiques démocratiques avaient parachevé l'*homogénéisation* de leurs sociétés. Le concept de « société », sur lequel repose toute la pensée sociologique depuis Durkheim, n'a en effet de sens que pour des entités nationales homogènes, c'est-à-dire homogénéisées par la modernisation, et en même temps suffisamment différentes les unes des autres (mais en vertu de quels critères ?) pour que leur comparaison ait un sens. Le raisonnement implicite sur l'obligation de représentativité reposait tout entier sur ces présupposés et contribuait, à son tour, à cimenter l'image de sociétés nationales homogènes et irréductibles les unes aux autres.

C'est ce béton idéologique qui est désormais en train de se fissurer. Il y a trente ans, une enquête de mobilité sociale qui aurait porté sur un seul État américain, voire peut-être une seule province canadienne, aurait été considérée comme non représentative. Aujourd'hui, non seulement serait reconnue la validité d'une telle enquête pour le seul Québec ; mais les résultats de sondages sur l'ensemble du Canada peuvent difficilemment faire l'économie d'une présentation province par province. Il y a encore dix ans, une enquête statistique en URSS se devait de prendre en compte l'ensemble du territoire national ; compte tenu des brassages de population — on a estimé récemment à soixante millions le nombre de personnes qui vivaient en dehors de leur république d'origine — et de l'idéologie universaliste soviétique, seul l'ensemble du « peuple soviétique » semblait mériter le nom de société.

Aujourd'hui, bien entendu, la situation est renversée. La société soviétique s'est évaporée ; et, avec elle, l'obligation de couvrir l'ensemble du territoire, des pays baltes au Kazakhstan. Du jour au lendemain, cette obligation a disparu et s'y substituée celle de

restreindre les enquêtes aux territoires des nouvelles nations; sans pour autant que l'on puisse prétendre que les formations sociales elles-mêmes aient changé avec la même rapidité ! On pourrait faire la même démonstration avec la société tchécoslovaque, ou avec la malheureuse société yougoslave. Signe des temps, même Erikson et Goldthorpe distinguent, dans leur comparaison de neuf pays européens, et sans s'en expliquer plus avant, d'une part, l'« Angleterre et pays de Galles », d'autre part, l'Écosse, enfin, l'Irlande du Nord; alors que douze années plus tôt, l'ouvrage du même Goldthorpe s'intitulait *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*.

Ce sont là autant d'indications que le concept de « société » était étroitement lié à une définition non pas sociologique mais juridico-politique. La crise (relative) actuelle de la forme État-nation met à son tour en crise le concept de société, et relativise par là même la nécessité, récemment encore perçue comme absolue, de pouvoir généraliser à « toute la société ».

Un rapide retour en arrière est ici très éclairant. Dans ses remarquables travaux sur l'histoire des statistiques sociales en France, le statisticien Alain Desrosières a pu montrer que, même dans ce pays très centralisé, l'idée de société nationale avait mis longtemps à émerger (Desrosières 1977, 1985, 1988a, 1988b, 1989). Au cours du XVIIIe siècle, quand la monarchie absolutiste met en place les premiers éléments d'un système « statistique », c'est-à-dire de description morphologique des diverses parties composant l'État français, les descriptions sont regroupées par province; elles comprennent d'ailleurs, à côté d'indications chiffrées sur les phénomènes démographiques et économiques, des observations sur le droit coutumier en usage localement et sur bien d'autres caractéristiques régionales non chiffrables. Les provinces sont perçues tout naturellement comme des entités *spécifiques* qui diffèrent les unes des autres en raison de leur histoire propre et de leurs modèles culturels (de leurs « mœurs »); et l'idée, qui apparaît seulement à la fin du XVIIIe siècle, d'additionner les chiffres et d'en tirer des moyennes nationales soulève de très fortes réticences (Desrosières 1989). Nous pouvons d'ailleurs le comprendre : il suffit de penser à l'Italie d'aujourd'hui, État au sein duquel cœxistent des « sociétés » très différentes, un Nord totalement modernisé, un Sud encore très largement plongé dans la tradition : quel sens pourraient avoir, dans ces conditons, des moyennes nationales ?

En France, c'est Napoléon, infatigable artisan d'unification administrative — il remplace les provinces autonomes par un découpage arbitraire en « départements » dirigés par des fonctionnaires nommés par Paris, les préfets — qui met en route sous l'égide de l'État l'unification d'une « société française » qui n'existe pas encore. L'œuvre sera approfondie par le brassage des populations consécutif à l'industrialisation et l'urbanisation, par l'unification linguistique autoritaire qui suit la création de l'école primaire gratuire et obligatoire (réforme de Jules Ferry, 1888); elle sera parachevée par la mobilisation générale du pays dans la Grande Guerre de 1914 -1918.

Cette unification progressive du pays « aux deux cents espèces de fromages », comme disait le général de Gaulle pour en souligner la diversité culturelle, s'est reflétée également dans l'évolution du système statistique lui-même. Le gigantesque effort de reconstruction nationale après 1945 s'accompagne d'une restructuration et d'une extension du système statistique, désormais mis tout entier aux normes nationales et au sein duquel, comme le dit Desrosières, la « déterritorialisation de la description du monde social » est achevée. Le point de vue s'est complètement renversé; et lorsque d'aventure un observatoire régional de l'Institut national de statistique parvient à réaliser une enquête de mobilité sociale à l'échelle de sa seule région, les résultats en seront jugés intéressants mais « non représentatifs ».

Ce renversement de perspective s'est accompagné d'une transformation profonde du mode de construction des objets observés : on est passé progressivement de formes d'enquête qui conservaient les unités humaines réelles, provinces, villes, familles mêmes (Le Play), à une autre forme qui ne s'intéresse plus qu'à des *variables* mesurées et « moyennisées » à l'échelon national. L'archétype de la première forme est évidemment l'enquête *monographique*, qui peut d'ailleurs être chiffrée comme l'étaient les budgets de familles

ouvrières recueillis par Le Play. L'archétype de la seconde est l'enquête par questionnaires ; ou plus exactement le *survey research* tel qu'utilisé aujourd'hui, celui dont les données sont construites comme mesures d'attributs individuels, en faisant totalement abstraction des groupes humains concrets, des « communautés » auxquels les individus enquêtés appartiennent. Même sur la base d'échantillons aléatoires, on pourrait, par des méthodes d'analyse telle que l'analyse des correspondances, reconstruire des « totalités de type monographique » (Desrosières 1989) qui permettraient, dans une certaine mesure, de mettre en évidence l'hétérogénéité des formations sociales nationales. Mais ce n'est pas dans cette voie que se sont orientées les méthodes d'analyse ; bien au contraire, elles ont présupposé l'homogénéité des populations et se sont concentrées sur la recherche d'associations statistiques entre variables individuelles, associations censées indiquer la présence de rapports de causalité envisagés exclusivement du point de vue des individus.

Il apparaît donc que la question de l'homogénéité (ou de l'hétérogénéité) supposée d'un « société » est à l'arrière-plan du débat entre les deux grandes formes d'enquête, la monographie et le *survey* statistique classique. Les deux formes prétendent également à la représentativité, voire à la généralisation : les anthropologues et les historiens, qui savent se contenter d'enquêtes monographiques, cherchent eux aussi à en tirer des conclusions de portée générale ; et on peut en dire autant de sociologues tels que William Foot Whyte, Glaser et Strauss dans leurs enquêtes sur l'hôpital, Erving Goffman ou Michel Crozier.

Si les enquêtes monographiques ne prétendent à la représentativité statistique, cela ne signifie pas qu'elles sont dépourvues de toute forme de représentativité. Cependant, celle-ci se situe à un autre niveau : non pas celui des phénomènes observables et mesurables, mais celui des *processus* qui leur sont sous-jacents. On retrouve ici l'intuition des grands classiques de la sociologie, de Tocqueville à Simmel en passant par Marx, Durkheim ou Weber : contrairement au statisticien moderne, l'attention du sociologue doit se concentrer non pas sur les conduites individuelles, mais sur les processus collectifs qui, en amont, les ont rendues non seulement possibles mais quasiment nécessaires, en tous cas signifiantes. Pour les sociologues classiques comme pour les anthropologues sociaux ou les sociologues « inductifs », conduites et attitudes individuelles ne retiennent l'attention que dans la mesure où elles permettent de saisir à travers elles des phénomènes collectifs, modèles culturels et systèmes de valeurs, intérêts de classe et de groupe, rapports de production et logiques d'action, « formes » (Simmel) de la vie en société.

Or, lorsque l'on pose la question du degré d'homogénéité d'une formation sociale à ce niveau, et non à celui des variables individuelles, elle change radicalement de sens. Un parallèle avec la distinction des biologistes entre génotype et phénotype est ici éclairant : des individus porteurs de génotypes très voisins peuvent, compte tenu de la diversité des milieux au sein desquels le destin les a placés, développer des phénotypes très divers. De la même façon, pourrait-on dire, des logiques sociales similaires peuvent, dans des contextes très différents, et par leurs combinaisons spécifiques, donner naissance à une grande diversité de phénomènes, de situations, et, donc, d'attitudes et de conduites. Le problème du sociologue n'est pas d'en tirer des moyennes, fussent-elles des moyennes de cœfficients de corrélation ; mais de mettre à jour, derrière la diversité des apparences, des logiques similaires. La vocation des sciences sociales n'est-elle pas, au-delà de l'indispensable description de la diversité des phénomènes, de chercher à retrouver les processus qui les ont engendrés et d'en dégager les logiques internes ?

Appliqué au champ des phénomènes de « mobilité sociale », ce point de vue débouche sur la nécessité de construire l'objet autrement que cela n'a été fait jusqu'ici. La description monographique des phénomènes concrets, et non leur mélange « moyennisant », apparaît comme un préalable indispensable à l'étape ultérieure, celle de la mise en évidence des rapports, processus, dynamiques qui les sous-tendent. Pour ne citer qu'un seul exemple, le champ bénéficierait grandement d'enquêtes monographiques sur les façons dont les familles qui font partie de la classe dominante d'une société donnée s'y prennent pour transmettre leur statut élevé à leurs enfants ; on verrait alors, si les stratégies mises en

œuvre, les mécanismes utilisés sont les mêmes en Angleterre, en France, au Canada, aux États-Unis, en Russie, au Brésil, en Inde.

À partir d'un postulat général, selon lequel des acteurs dotés d'un status social, qu'il s'agisse, d'ailleurs, de groupes sociaux, de familles, de lignées ou d'individus, cherchent à conserver ou à améliorer ce « statut » (cette position relative dans l'ensemble sociétal) à travers des processus de *concurrence sociale généralisée*, on peut chercher à comprendre de quelles ressources ils disposent, comment ils les mobilisent, quelles sont leurs stratégies et leurs tactiques dans des contextes particuliers. On peut aussi s'interroger sur les règles des jeux de concurrence propres à ces différents contextes, telles qu'elles découlent des structures sociales, des institutions existantes, des marchés, des situations, des normes de conduites et des sanctions frappant les transgressions. Dans une telle perspective, les actions de sélection des *gate-keepers*, enseignants ou agents de recrutement des entreprises et des administrations, prennent une importance particulière; mais aussi les logiques d'action de ces acteurs microsociaux que sont les familles, entités microsociales au sein desquelles les enjeux de la concurrence sociale et les investissements affectifs afférents sont parmi les plus forts.

La méthode des généalogies sociales commentées et comparées ne prétend donc pas se substituer à elle seule au paradigme du *survey research*. Il lui suffit de remettre en question le monopole de légitimité qu'un contexte sociopolitique particulier lui avait abusivement conféré. Ce faisant, elle ne remet pas en question les indéniables qualités du *survey research*; mais elle les remet à leur juste place, en montrant par la production de données de nature différente l'existence de phénomènes importants que le *survey research* était voué à laisser inobservés et impensés. Elle n'exclut pas le traitement quantitatif de ses données, mais refuse de les mutiler au-delà du strict nécessaire. Dans le même temps, par sa seule existence en tant qu'alternative au paradigme monopoliste, elle ouvre la porte à d'autres approches, par exemple, l'analyse des *gate-keepers* ou les fonctionnements concrets des marchés de l'emploi, qu'il soit formel ou informel. Elle offre enfin la possibilité de relancer, sur la base d'observations de type monographique multipliées et comparables, le développement de conceptualisations sociologiques, en même temps qu'elle en pose l'exigence; car le langage conceptuel est jusqu'ici le seul moyen connu de saisir de façon synthétique des brassées entières de phénomènes sociaux; et malgré la difficulté du défi, il nous paraît à tout prendre plus intéressant que celui de l'analyse des relations entre variables, dans laquelle le rôle d'opérateur de synthèse est trop souvent tenu par des cœfficients de régression

Daniel BERTAUX
Centre d'étude des mouvements sociaux
École des hautes études en sciences sociales
54, boulevard Raspail
75006 Paris, France

RÉSUMÉ

Le champ des études empiriques de mobilité sociale est longtemps demeuré sous l'emprise exclusive d'une seule technique d'observation, celle du *survey research*. Celle-ci ayant, comme toute technique, ses points aveugles, sa domination totale a rejeté hors de l'observation, puis bientôt de la réflexion sociologique elle-même, une énorme quantité de phénomènes sociaux pertinents. Il était donc nécessaire de développer d'autres techniques d'observation qui donnent accès à ces phénomènes. L'une d'elles est proposée ici, soit la méthode des Généalogies sociales commentées et comparées. Elle cherche à combiner la flexibilité de l'instrument d'observation, qui s'adapte aux particularités des phénomènes observés (processus de formation des trajectoires de vie, modalités de transmission d'éléments de statut social, règles des jeux locaux de concurrence sociale), et le recueil de données factuelles pouvant être traitées par le calcul. Revenant sur la question de la représentativité statistique, on montre alors qu'elle repose sur le présupposé d'homogénéité, ou plutôt d'homogénéisation par la modernisation, des sociétés nationales étudiées. Tenu pour allant de soi pendant la période de la guerre froide, ce présupposé est aujourd'hui battu en brèche par la crise de la forme État-nation. Ce n'est donc pas seulement pour des raisons internes à la sociologie, mais aussi à cause de la crise du présupposé de

sociétés nationales homogènes, que s'impose la nécessité d'ouvrir une alternative à la construction de l'objet « mobilité sociale ».

SUMMARY

The field of social mobility studies has long been under the hegemony of one and only one technique of empirical observation, i.e. the survey research. This technique having its own blind spots, as any technique does, its total domination has resulted in the disappearance, not only from collected data but soon from sociological thinking as well, of a huge number of relevant phenomena. It thus became necessary to develop other techniques giving access to these phenomena. One is proposed here, namely the method of Social Genealogies Commented and Compared. It aims at combining on one hand the flexibility of the observation grid, thus making it possible to register the particularities of such phenomena as the varying processes through which life trajectories are shaped, the differing modalities of passing on from one generation to the next some elements of social status, the local rules of the games of generalized social competition ; and on the other hand, it aims to keep on recording factual data which can be coded and thus computer processed. Coming back to the issue of statistical respresentativity, it is demonstrated that it actually rests upon a hidden assumption, which is that national societies are homogeneous as a result of modernization. If this assumption was taken for granted during the Cold War, it is now being questioned by the emerging crisis of nation states. Hence geopolitical forces, which had previously aided in the hegemony of the survey research over the field of social mobility, are now moving in the other direction and add their specific strength to the inner dynamics of sociology : both work in their own way towards the opening of new methodological alternatives to the construction and study of the object « social mobility ».

RESUMEN

El campo de los estudios empíricos de mobilidad social ha estado largo tiempo bajo el dominio exclusivo de una sola técnica de observación, la encuesta. Teniendo ésta, como toda técnica, sus limitaciones, su dominio total a expulsado, primero de la observatión, y luego de la reflexión sociológica misma, una cantidad enorme de fenómenos sociales pertinentes. Por esta razón fue necesario desarrollar otras técnicas de observación que dieran cabida a esos fenómenos. Una de esas técnicas es propuesta en este artículo : el método de las Genealogías Sociales Comentadas y Comparadas. Esta técnica busca combinar la flexibilidad del instrumento de observación, el cual se adapta a las particularidades de los fenómenos observados (proceso de formación de trayectorias de vida, modalidades de transmisión de elementos de estrato social, reglas del juego locales de competición social), y la colecta de datos que puedan ser tratados por medio del cálculo. Volviendo sobre la cuestión de la representatividad estadística, se muestra que ella se basa sobre la supuesta homogeneidad, o más bien sobre la homogenización por medio de la modernización, de las sociedades nacionales estudiadas. Considerada como evidente durante el período de la guerra fría, esta idea supuesta tiene hoy que batirse en retirada a causa de la crisis del Estado-Nación. Por lo tanto, no es solamente por razones internas de la sociología, sino también a causa de la crisis de las supuestas sociedades nacionales homogéneas, que se impone la necesidad de abrir una alternativa a la contrucción del objeto « mobilidad social ».

BIBLIOGRAPHIE

ANDORKA, Rudolf (1972), « Mobilité sociale, développement économique et transformations de la population active en Hongrie. Vue d'ensemble 1930 -1970 », *Revue française de sociologie*, 13, pp.607-629.

ANDORKA, Rudolf (1990), « Social Mobility in Hungary since the Second World War : what Life Histories add to the information gained from survey data, communication présentée au XIIe Congrès mondial de sociologie (Madrid).

BATTAGLIOLA, Françoise, Isabelle BERTAUX-WIAME, Michèle FERRAND et Françoise IMBERT (1991), *Dire sa vie entre travail et famille. La construction sociale des trajectoires.*, Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 280 p.

BERNARD, Paul et Jean RENAUD (1976), « Contre-mobilité et effets différés : une réflexion sur la transmission des biens inclusifs et des biens exclusifs », *Sociologie et Sociétés*, VIII-2, pp. 91-98.

BERTAUX, Daniel (1969), « Sur l'analyse des tables de mobilité sociale », *Revue française de sociologie*, x-4, oct.déc., pp. 448-49O

BERTAUX, Daniel (1971), « Nouvelles perspectives sur la mobilité sociale en France », *Quality and Quantity*, v-7, pp. 87-129.

BERTAUX, Daniel (1974), « Mobilité sociale biographique : une critique de l'approche transversale », *Revue française de sociologie*, XV, xv-3, pp. 329-62.

BERTAUX, Daniel (1976), « Pour sortir de l'ornière néopositiviste », *Sociologie et sociétés*, VIII-2, pp. 119-33.

BERTAUX, Daniel (1977), *Destins personnels et structure de classe*, Paris, Presses Universitaires de France, 322 p.

BERTAUX, Daniel (1982), « Mobilité familiale : conceptualisation sociologique et expérimentation méthodologique », communication présentée au IX [e] Congrès mondial de sociologie, Mexico, 19 p.

BERTAUX, Daniel (1987), « Du monopole au pluralisme dans la sociologie de la mobilité sociale », *Annales de Vaucresson*, 26, 1987-1, pp. 279-95.

BERTAUX, Daniel (1992), « Familles et mobilité sociale : la méthode des Généalogies sociales commentées et comparées », *in* Ana Nunes de ALMEIDA *et al.* (éds), *Familles et contextes sociaux. Les espaces et les temps de la diversité*, Lisbonne, I.C.S.T.E., pp. 281-293.

BERTAUX, Daniel (1994a), « Un siècle de mobilité sociale en Russie », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, LXV- 2, à paraître.

BERTAUX, Daniel (1994b), « Social Genealogies Commented and Compared », *Current Sociology*, à paraître.

BERTAUX, Daniel et Isabelle BERTAUX-WIAME (1988), « Le patrimoine et sa lignée : transmissions et mobilité socaile sur cinq générations », *Life Stories / Récits de vie* 4, pp. 8-26

BERTAUX-WIAME, Isabelle (1988), « Des formes et des usages des histoires de familles », *L'Homme et la Société*, 4, pp. 25-35.

BLAU, Peter et Otis D. DUNCAN avec Andrea TYREE (1967), *The American Occupational Structure*, New York, Wiley, 520 p.

BLOSSFELD, Hans-Peter, Alfred HAMERLE et Karl-Ulrich MAYER (1989), *Event History Analysis*, Hilldale, N.J., Lawrence, 304 p.

BOUDON, Raymond (1973), *L'inégalité des chances*, Paris, Presses Universitaires de France, 237 p

BROOM, L. et F.L. JONES (1969) « Father-to-Son Mobility : Australia in Comparative Perspective », *American Journal of Sociology*, 74

BROOM, Leonard, Paul DUNCAN JONES, Frank-Lancaster JONES et Patrick Mc DONNELL (1977), *Investigating Social Mobility*, Canberra, Research School of Social Sciences, Australian National University.

CARLSSON, Gösta (1958), *Social Mobility and Class Structure*, Lund, Gleerup, 197 p.

COURGEAU, Alain et Eva LELIEVRE (1990), « L' approche biographique en démographie », *Revue française de sociologie*, XXXI-1.

DESROSIERES, Alain (1977), « Éléments pour une histoire des nomenclatures socio-professionnelles », *Pour une histoire de la statistique*, Paris, I.N.S.E.E., tome I, 155-231.

DESROSIERES, Alain (1985), « Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », *Revue française de sociologie*, XXVI-2, pp. 277-310.

DESROSIERES, Alain (1988a), « La partie pour le tout : comment généraliser. La préhistoire de la contrainte de représentativité », *in* J. Mairesse, (éd.) *Estimation et sondages. Cinq contributions à l'histoire de la statistique*, Paris, Economica, pp. 97-116.

DESROSIERES, Alain (1988b), « Masses, individus, moyennes : la statistique sociale au XIXe siècle », *Hermes*, 2.

DESROSIERES, Alain (1989), « L'opposition entre deux formes d'enquête : monographie et statistique », *in* L. Boltanski et L. Thévenot (éds), *Justesse et justice dans le travail*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 1-11.

ERIKSON, Robert et John H. GOLDTHORPE (1992), *The Constant Flux. A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Clarendon Press, Oxford, 429 p.

GLASER, Barney et Anselm STRAUSS (1967), *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine, 271 p.

GLASS, David V., (éd.) (1954), *Social Mobility in Britain*, Londres, Routledge.

GOLDTHORPE, John avec Catriona LLEWELLYN et Clive PAYNE (1980), *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*, Oxford, Clarendon Press, 310 p.

HAUSE,R Robert M. (1978), « A Structural Model of the Mobility Table », *Social Forces* 56.

HAUSER, Robert M. et David FEATHERMAN (1977), *The Process of Stratification : Trends and Analyses*, Academic Press, New York.

HOULE, Gilles (1979), « L'idéologie, un mode de connaissance », *Sociologie et Sociétés*, 12, 1 pp. 123-147.

HOULE, Gilles et Roch HURTUBISE (1991), « Parler de faire des enfants, une question vitale », *Recherches Sociographiques*, XXXII - 3, pp. 385-414.

LIPSET, Seymour Martin et Reinhard BENDIX (1959), *Social Mobility in Industrial Society*, Berkeley, University of California Press, 309 p.

MAYER, Karl Ulrich (1979), « Strukturwandel in Beschäftigungssystem und berufliche Mobilität zwischen Generationen », *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, 3.

SVALASTOGA, Kääre (1959), *Prestige,Class, and Mobility*, Copenhagen, Gyldendal.

THELOT, Claude (1982), *Tel père,tel fils ? Position sociale et origine familale*, Paris, Dunod, 250 p.

THOMPSON, Paul (1990), « Family as a factor in social mobility », communication présentée au XIIe Congrès mondial de sociologie, Madrid, 13 p.